POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

Nouvelles mesures contre les travailleurs.

La C.G.T. et la hiérarchie des salaires.

LE CONFLIT ISRAELO-ARABE.

Livres : "Le Vertige".

Réponse d'un lecteur à D. Guérin.

LA VOIE DE LA REVOLUTION EN AMERIQUE LATINE (I).

N° 85 JUILLET-AOUT 67

MENSUEL.

0, 50 F

NOUVELLES MESURES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Stagnation de la production, déficit de la balance commerciale, lente extension du chômage. Les conclusions du Conseil économique ne sont pas optimistes pour la rentrée. Certes, il n'y a pas de crise grave qui menacerait à l'horizon. Mais il est hors de doute que le rythme de croissance de l'économie sera de plus en plus difficile à soutenir, que la concurrence internationale deviendra encore plus âpre.

Les dispositions prises depuis plusieurs années par l'Etat pour favoriser les investissements, la modernisation des industries, leur concentration sont complétées maintenant - grâce aux pouvoirs spéciaux - par des mesures d'"assainissement" visant à réduire le déficit des entreprises publiques et à organiser le chômage créé par les transformations en cours de l'appareil productif. En même temps, le relèvement des salaires est sérieusement freiné ou même carrément stoppé.

Les tarifs de l'électricité et du gaz vont être augmentés ces jours-ci ; la hausse moyenne serait de 5 % environ sur le courant basse tension et de 1,85 % sur le gaz.

Dans la région parisienne, les nouveaux prix des transports entreront en vigueur le 15 juillet : 60 % de hausse en moyenne pour le métro et les autobus. A la S.N.C.F., depuis le 20 juin, les tarifs marchandises sont majorés de 5,40 % et le 1er. octobre les tarifs voyageurs seront augmentés de 5 % sur les grandes lignes, de 30 % sur les lignes de banlieue. Par ailleurs, la hausse des loyers continue.

Ces augmentations frappent essentiellement les travailleurs. Par exemple, la majoration de l'électricité ne sera pas uniforme, c'est sur la basse tension, donc pour les foyers domestiques, qu'elle sera la plus forte.

La ponction ainsi opérée sur les budgets des travailleurs sera encore aggravée par la réforme de la Sécurité Sociale : augmentation probable des cotisations des salariés ; cotisations au-dessus du plafond actuel ; réduction de la couverture des "petits risques".

Quant aux salaires eux-mêmes, l'exemple suivant illustre la politique actuelle d'une grande partie du patronat. Aux aciéries "Paris-Oudreau" de Boulogne-sur-Mer, 600 sidérurgistes sont en grève depuis le 13 juin. Motifs ? Par un jeu compliqué de primes, la direction avait réussi ce tour de force de bloquer leurs salaires depuis deux ans. Et quels salaires ! Pour un horaire sensiblement égal (112 heures de travail), la quinzaine d'un fondeur a évolué comme suit depuis deux ans dans cette entreprise : 409 F. en mai 65, 400 F. en mai 66, 396 F. en mai 67.

"Assainissement" des entreprises publiques et blocage des salaires ne sont que deux aspects de la politique patronale et gouvernementale. Pour développer sa "compétitivité" - c'est-à-dire pour qu'elle rapporte des profits croissants - l'industrie française doit augmenter rapidement sa productivité. Produire plus avec moins d'ouvriers, tel est l'objectif. De là découle non seulement le chômage reconnu, officiel, environ 350.000 sans emploi, mais aussi l'impossibilité de trouver du travail pour des dizaines de milliers de jeunes sortant de l'école. En même temps, on liquide les secteurs "périmés" : la production va être réduite dans les mines, d'après les dernières déclarations du ministre de l'Industrie. La liquidation des charbonnages sera accélérée et, en conséquence, le nombre d'emplois offerts dans les régions minières (Nord, Pas-de-Calais, Centre-Midi) diminuera encore.

C'est dans ce cadre qu'on doit situer les ordonnances sur l'emploi en préparation. Les améliorations prévues - extension de l'indemnité de chômage à tout le territoire, etc. - signifient en fait que le gouvernement organise le chômage, c'est-à-dire qu'un important volant de main d'oeuvre sans emploi est prévu pour les prochaines années comme une conséquence normale du fonctionnement de l'économie en France.

Face à cette situation, les réactions sont faibles pour le moment. "Quatre cents délégations des travailleurs de la région parisienne se sont rendues hier au ministère des Finances pour protester contre la hausse des transports et des prix ; elles avaient recueilli plus de cent mille signatures sur des pétitions de l'Union régionale des syndicats CGT..." écrit l'Humanité du 7 juillet.

Bien entendu, ce n'est pas là l'unique activité des syndicats. La grève chez "Paris Oudreau", par exemple, ce sont les syndicats qui l'organisent, qui appellent au soutien financier.

Mais ces délégations, ces pétitions indiquent bien un certain état d'esprit, une certaine orientation : le "dialogue", la "table ronde" avec le patronat.

Au printemps, février à avril, les travailleurs de Dassault, de Saint-Nazaire, de Rhodiacéta, les mineurs de fer ont montré que la classe ouvrière était capable de faire autre chose que des délégations et des pétitions. Si le mouvement n'a pas pris alors l'ampleur suffisante pour porter un coup d'arrêt à la politique du patronat et du gouvernement gaulliste, c'est parce que les directions syndicales ont refusé de le généraliser et d'engager le secteur public dans la bataille. Nous avons eu le 17 mai en guise de consolation. Mais les pouvoirs spéciaux sont passés. A la rentrée, il faudra bien recommencer. Dans des conditions peut-être moins bonnes qu'au printemps dernier. A qui la faute ? En tous cas, il ne s'agira plus de pétitions.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Vient de paraître :

L'IMPERIALISME ET LA BUREAUCRATIE

FACE AUX REVOLUTIONS DANS LE TIERS MONDE

Brochure ronéotée, couverture imprimée, 100 pages -
Prix: 3 F. + 0,50 F. frais d'envoi.

" Pour élever la combativité, pour réaliser l'union - conditions du succès - il faut avant tout qu'on cesse de considérer les travailleurs comme les soldats d'une vaste armée dont les dirigeants syndicaux seraient l'Etat-Major, car le soldat est forcément passif et le général forcément brouillon. "La participation de la base, dont on s'inquiète tant à la veille de chaque mouvement, n'a de sens que si elle est active : que les travailleurs décident eux-mêmes de leurs propres revendications, qu'ils organisent et contrôlent leurs propres luttes, voilà la véritable participation... La forme et la durée des mouvements doivent être discutées et décidées à la base. Et c'est à des comités de grève élus qu'il appartient de proposer aux assemblées de grévistes les conditions et la date de la reprise. C'est à la base aussi de déterminer le contenu des luttes, c'est-à-dire les revendications".

(P.O. n°82, janv-février 67).

LA C.G.T. ET LA HIÉRARCHIE DES SALAIRES

Voici quelques extraits du journal "La Voix" des sections syndicales C.G.T. des mensuels de l'usine CITROEN, diffusé aux techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise pour les élections des délégués du personnel.

"POURQUOI DEFENDRE LA HIERARCHIE "

"Après la Libération et la réunification syndicale, c'est en septembre 1945 que parut un arrêté relatif aux salaires et classifications. Les propositions faites par la CGT dans les discussions précédant la sortie de l'arrêté en ce qui concerne la hiérarchie, s'étalaient du coefficient 115 point bas, au coefficient 400 point haut : la position patronale n'étant que de 100 à 330. On sait aujourd'hui que l'arrêté donne de 100 à 340.

Cela représentant malgré tout un progrès sensible dû à l'action et aussi à la présence de notre camarade Croizat au ministère du Travail.

Nous demandions :

- Employés de 116 à 315 pour l'inspecteur commercial ;
- Techniciens de 190 à 340 pour le préparateur 3ème échelon et l'A.T.3 ;
- Dessinateurs de 140 à 380 pour le projecteur ;
- Agent de maîtrise de 215 à 340 pour le contremaître catégorie C.

La bataille de la CGT pour la hiérarchie est donc une constante. Nous pensons en effet qu'il faille rémunérer les gens en fonction de la valeur d'ensemble de leurs capacités physiques et intellectuelles qui, suivant leur degré, ont une valeur et une efficience différentes."

.....

"DONC, les définitions auxquelles nous attachons de l'importance (et pour lesquelles il y a beaucoup à faire) doivent comporter les notions des connaissances acquises (diplômes ou autodidactes) d'expérience, de pratique, et les notions de commandement, c'est là un atout pour que les gens ne soient pas dévalués .

Enfin, il y a le nombre de points ou coefficient."

(supplément au n° 60, avril 1966)

"Chacun d'entre nous, au début ou à un tournant de sa vie professionnelle s'attend à voir son salaire évoluer, en fonction de sa position hiérarchique.

En effet, la hiérarchie dans son ensemble est fondée, il ne peut y avoir de motif honnête actuellement à ne pas la respecter.

.....

"La bataille pour la hiérarchie est donc une constante de l'action revendicative de la CGT. Aussi à quelques jours du scrutin pour l'élection de vos représentants du Personnel, cette prise de position vous permettra de vous prononcer pour les candidats de la CGT qui défendront ce principe de la hiérarchie. Est-il besoin de souligner que seule la CGT défend cette juste orientation."

.....

"Nous voulons également une garantie du point 100 en fonction de l'augmentation du coût de la vie, le maintien d'une véritable grille hiérarchique définissant pour chaque profession, un coefficient correspondant à un salaire réel."

Hors de cela, tout est anarchie, paternalisme, abus de pouvoir et incompréhension,

Les 25,26 et 27 AVRIL 1967, pour un prix du point usine à 6,57 F. VOTEZ POUR LA CGT."

(Même supplément pour les élections des 25 et 26 avril 1967)

Pourquoi combattre la hiérarchie

Le capitalisme est une société hiérarchisée. Les usines, les administrations, l'armée sont organisées hiérarchiquement. L'usine d'aujourd'hui est constituée par une multitude d'échelons croissants qui correspondent à des qualifications professionnelles croissantes, du moins en principe. A la hiérarchie des fonctions correspond une hiérarchie des salaires. A ses débuts, le mouvement ouvrier luttait contre la hiérarchie, aujourd'hui, la CGT la défend et veut même la renforcer. La hiérarchie serait-elle donc favorable à la classe ouvrière ? C'est ce que nous allons voir.

Dans le système capitaliste, le prix d'une marchandise est déterminé par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Le travailleur n'est pour le patron qu'une marchandise particulière qu'il achète sur le marché du travail. Elle est particulière en ce sens qu'elle est capable de créer de la valeur, de fournir du travail; en échange de sa force de travail, le patron donne au travailleur un salaire, juste nécessaire pour vivre, se loger, se nourrir, se vêtir et également élever ses enfants. La valeur de la force de travail est elle aussi déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Pour former un OS, 14 ans suffisent avec une éducation minimum. Pour former un travailleur qualifié, il faut 20 ou 25 ans, et en plus payer des professeurs, construire des universités, fournir des instruments de laboratoire ou des machines-outils. Ce travailleur qualifié, ouvrier professionnel, technicien ou ingénieur possède donc une force de travail plus élaborée et par là-même elle lui est payé plus cher par le patron. Son salaire doit en outre lui permettre d'élever ses enfants à une qualification professionnelle équivalente à la sienne pour que le patron trouve toujours des travailleurs de cette qualification dans les générations futures. Le salaire doit donc permettre de faire face aux frais de plus en plus élevés des études au fur et à mesure que la qualification s'accroît. Il existe donc bien des raisons objectives du système capitaliste à la création d'une hiérarchie des salaires.

Nous ne pensons pas que l'égalité des salaires puisse être instaurée en régime capitaliste. Capitalisme et hiérarchie sont liés. La destruction de l'un ne peut se faire que par la destruction de l'autre. Si la hiérarchie nous apparaît donc comme une nécessité

objective du capitalisme, inhérente à son fonctionnement, devons-nous en déduire, comme le fait la C.G.T., qu'il faut la soutenir et la renforcer ? Nous ne le pensons pas. L'accélération des cadences, les bas salaires, les déclassifications, les licenciements sont, eux aussi, inhérents au capitalisme, mais la classe ouvrière n'en a pas moins toujours lutté contre eux. Elle doit s'opposer à toutes les formes de l'exploitation et de l'asservissement. Or, la hiérarchie des salaires fait partie de ces formes.

*
* *

L'explication "économique" de la hiérarchie des salaires ne donne que la base initiale sur laquelle elle se fonde. D'autres facteurs importants viennent la modifier fortement. Car elle est aussi un moyen pour le patron d'attacher à son entreprise les salariés qui sont pour lui les plus indispensables. Le départ d'un OS ne provoque qu'une faible perturbation, il est remplacé par un autre OS rapidement mis au courant des quelques gestes à accomplir. Le départ d'un ouvrier qualifié peut perturber tout un atelier ou un groupe de recherches. Le patron ne trouvera pas facilement un très bon tôlier ou un très bon fraiseur. Une étude importante peut voir son avancement compromis pour plusieurs mois si l'ingénieur mis à sa tête quitte l'entreprise.

En ce qui concerne les couches supérieures de l'usine, chefs de service et directeurs d'usine, le salaire est en fait une participation à la plus-value. Rien ne peut justifier les énormes différences entre leurs salaires et le salaire des ingénieurs, par exemple, qui ont fait des études identiques. Dans leur cas, c'est bien une part de la plus-value tirée de l'exploitation des travailleurs qui leur est redistribuée.

La hiérarchie des salaires n'est pas fondée uniquement sur la compétence professionnelle, elle l'est aussi et surtout sur le commandement exercé, c'est-à-dire sur l'aptitude à la coercition sur les subordonnés, l'aptitude à faire admettre et à imposer l'exploitation, et ce rôle est bien le rôle essentiel de la hiérarchie des fonctions. La hiérarchie des salaires est, elle, gonflée, remodelée selon la hiérarchie des fonctions.

Y a-t-il une bonne et une mauvaise hiérarchie ? D'après la C.G.T., il y aurait bien, effectivement, une mauvaise hiérarchie, soumise à l'arbitraire patronal, mais dont on se garde bien de nous dévoiler la raison d'être. Mais il y aurait également une bonne hiérarchie, pour laquelle nous sommes conviés à lutter, avec une bonne grille hiérarchique où le salaire est fonction du coefficient hiérarchique. Le coefficient hiérarchique dépend de la qualification professionnelle, de l'expérience et même de l'aptitude au commandement.
Le malheur c'est que la C.G.T. ne nous explique pas comment elle a fait pour calculer que l'employé doit être au coefficient 116 et l'inspecteur commercial à 315 ou l'agent de maîtrise à 215 et le contremaître catégorie C à 340. Nous inclinons même à penser qu'il n'y a là qu'arbitraire de la part de la C.G.T. Car pourquoi ne pas proposer une échelle de 100 à 500 ou de 100 à 150 plutôt que de 115 à 400, de 100 à 330 ou de 100 à 340 comme elle est aujourd'hui fixée ? En fait, la position de la C.G.T. revient simplement à entériner l'ordre capitaliste en lui apportant quelques modifications mineures, dont nous ne voyons pas l'intérêt.

Car il y a tout de même d'autres aspects de la hiérarchie, aspects néfastes pour la classe ouvrière qui font que la hiérarchie lui est défavorable, contrairement à ce que prétend la C.G.T.

Tout d'abord et de première évidence, la hiérarchie est un facteur de division de la classe ouvrière. La multiplication absurde des classifications a pour but de faire qu'il n'existe pas deux ouvriers dans une usine moderne de 40.000 travailleurs qui touchent exactement la même paye. La lutte collective devient ainsi plus difficile à mener, elle

risque de se disloquer en luttes catégorielles. Les possibilités de réaction contre le patronat diminuent et par là même les salaires qu'on voulait défendre sont compromis. Pour la C.G.T. d'ailleurs, les luttes catégorielles sont une politique constante, qu'elle applique toujours en dépit des échecs répétés, dont les ouvriers supportent les conséquences.

De même, les propositions de la C.G.T. en matière d'augmentation des salaires sont toujours formulées en pourcentage : 5 %, 10 % d'augmentation. Ainsi, lorsque, après un mouvement, une grève - toujours plus durs pour ceux qui gagnent le moins - une augmentation est arrachée, le manoeuvre qui gagnait 500 F. par mois reçoit 5 F. de plus, le technicien à 2.000 F. par mois reçoit 20 F., l'écart entre eux s'est encore accru. Cette tactique provoque le découragement dans les couches les moins favorisées et par là même l'accentuation de leur sort de défavorisés.

Mais la hiérarchie a d'autres conséquences sur les syndicats eux-mêmes. La C.G.T., par exemple, a un syndicat ouvrier, un syndicat employés et techniciens, un syndicat cadres, chacun avec ses propres préoccupations et sans liaison réelle avec les autres. La hiérarchie dans l'usine nous la retrouvons dans le syndicat. Et nous avons certainement là l'explication des positions de la C.G.T. L'importance des couches moyennes de salariés employés, techniciens, ingénieurs et cadres s'accroît rapidement. La C.G.T. se tourne de plus en plus vers eux. Mais eu lieu de leur apporter un point de vue de classe, de les éloigner de leur idéologie conservatrice, elle les flatte, défend leurs privilèges dans le but de les attirer. Cette orientation, elle aussi est néfaste à la classe ouvrière.

A l'inverse de la C.G.T., nous découvrons les raisons de ne pas défendre la hiérarchie. Il est vrai qu'il est illusoire de vouloir, sous le capitalisme, supprimer la hiérarchie des salaires. Mais la classe ouvrière doit lutter pour réduire au maximum ses conséquences désastreuses: division des travailleurs, accentuation des privilèges, influence conservatrice sur les syndicats.

C'est pourquoi les revendications d'augmentation uniforme des salaires ont une importance capitale pour l'avenir des luttes ouvrières. De telles revendications apparaissent d'ailleurs de plus en plus souvent au cours des mouvements, malgré l'hostilité des directions syndicales. Ce qui prouve qu'elles ne sont pas le fruit de l'imagination des groupes révolutionnaires, mais correspondent aux besoins et aux aspirations des travailleurs.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Pour les partis "communistes", l'U.R.S.S. est l'incarnation même du socialisme - ou parfois même du communisme, de la société sans classes.

La position du trotskysme au sujet de l'U.R.S.S. est-elle fondamentalement différente de celle des partis "communistes" ?

C'est ce que nous examinons dans le texte :

L E T R O T S K Y S M E E T L ' U. R. S. S.

qui est à la disposition de nos lecteurs - Prix : 0,50 F. - 10 pages

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LE CONFLIT ISRAÉLO-ARABE

La crise du Proche-Orient, dont on pouvait redouter les prolongements les plus graves sur le plan international, a provoqué dans la population française une extraordinaire poussée passionnelle. Deux guerres mondiales n'ont, à coup sûr, rien appris aux habitants de ce pays : le bourrage de crâne, à peine moins sot qu'en 1914, conserve la plus large efficacité ; les informations truquées et tronquées sont avalées sans discussion par un bon peuple qui se pique pourtant d'être le moins conformiste de la terre, et il n'a même pas manqué un petit contingent de "révolutionnaires" prêts à découvrir les meilleures raisons de faire l'union sacrée avant même que le premier coup de feu ne soit parti. Mais il est vrai, que face aux bénisseurs des armées de l'Etat sioniste et de ses alliés anglo-américains, les défenseurs du "socialisme arabe" et de ses fournisseurs russes, se portaient au secours de régimes qui n'ont certainement rien à voir avec la libération des travailleurs ou même le droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Nasser n'est pas Hitler et Israël n'est pas une tendre colombe entourée de vautours. Mais Nasser et ses alliés arabes, y compris ceux d'Alger, quel que soit le rôle positif qu'ils ont joué naguère dans la lutte contre les impérialismes, ne sont plus maintenant que des exploiteurs aussi féroces qu'incompétents des travailleurs arabes - que les Russes ou demain les Chinois leur accordent leur soutien, ne change rien à l'affaire.

L'IMPERIALISME, LA QUESTION JUIVE ET LE SIONISME.

Le nationalisme juif n'est, en lui même, ni meilleur ni pire que n'importe quel nationalisme, encore que, en raison des particularités historiques de sa formation, il ait une forte coloration religieuse et mythique. Comme n'importe quel nationalisme, il exprime une communauté en travestissant le caractère de classe de sa société, et comme tel, il est d'essence bourgeoise, même s'il a profondément pénétré la classe ouvrière et les cultivateurs israéliens. Les classes laborieuses d'Israël sont de formation trop récente, tout comme l'Etat auquel elles se trouvent intégrées, pour être parvenues à la conscience de se trouver séparées des couches dominantes du pays et opposées à leur politique. A vrai dire, il y a peu de pays où la population soit aussi fortement adhérente à l'idéologie de la classe dominante, aussi dépourvue de sens critique envers les objectifs de cette classe et finalement aussi mystifiée sur l'avenir qu'on lui prépare. On peut trouver de nombreuses explications au caractère soldatique de la nation israélienne, élucider les mécanismes psychologiques au terme desquels ce peuple, sur lequel pèse le poids de plus de quinze siècles d'impuissance politique, d'humiliation et de persécution, se sent lavé par la victoire militaire. Mais ces rayonsde gloire qui viennent nimber le front de Dayan et de ses soldats et dans lesquels tous les rabins du monde voient le témoignage que le Dieu des armées n'a point abandonné son peuple, jettent enfin un jour cru sur la nature de l'Etat sioniste et de ses entreprises. Car enfin, qui ne voit maintenant que les rescapés des ghettos et des camps nazis, les emigrants des mellahs, les travailleurs des Kibboutzim ont peiné et combattu pour mettre en place un Etat bourgeois militariste et clérical ?

Dès son origine et tout au long de son histoire, le sionisme fut un pur produit de la période impérialiste du capitalisme. Il fut conçu, prit son essor et remporta ses premiers

succès dans un univers mental au sein duquel les peuples colonisés étaient tout simplement rejettés dans les ténèbres de l'inexistence historique. Le destin du monde se tranchait en Europe ; Asiatiques et Africains pouvaient être l'objet de décisions prises par les puissances, il n'était pas concevable qu'ils aient la prétention de participer à ces décisions et encore moins de les prendre eux-mêmes. Bien qu'ils aient eux-mêmesvoulu être les représentants d'un groupe, qui dans la plupart des pays d'Europe n'était pas assimilé aux autres catégories de citoyens et était seulement l'objet d'un statut, les sionistes participaient à la représentation impérialiste du monde. Lorsqu'ils jettèrent leur dévolu sur la Palestine et voulurent en faire la base territoriale d'une nationalité israélienne, ils raisonnèrent comme si le pays n'était peuplé que de sous-hommes dont il n'y avait pas lieu de se préoccuper. En laissant de côté le problème des droits historiques des juifs sur la Palestine - car si on entre dans de pareilles vues n'importe qui peut réclamer n'importe quoi et par exemple les Arabes l'Espagne, les Normands la Scandinavie et les Bretons la Grande-Bretagne etc... - les sionistes ont reproduit vis à vis des Palestiniens, le comportement des Anglo-saxons vis à vis des autochtones d'Amérique, d'Australie ou de Nouvelle-Zélande - bien que d'une manière beaucoup moins cruelle -. Cette comparaison d'ailleurs n'est pas pour déplaire aux sionistes : comme les Anglo-Saxons, les sionistes sont devenus plus nombreux que les anciens habitants et ils comptent bien tirer argument de leur nombre comme aussi de leur supériorité culturelle, économique et technique, pour faire d'Israël un fait aussi irréversible que le sont devenus les établissements anglo-saxons d'outre-mer.

Produit de l'Europe, le sionisme l'est encore parce que ses succès relatifs ont été au plus haut point le résultat de la tragédie juive à l'époque de la crise du capitalisme. Pour Marx, la conservation des juifs en tant que groupe social et culturel spécifique ne devait pas survivre au développement du capitalisme. Comme tous les autres groupes sociaux que l'Europe héritait de son passé médiéval, les juifs subiraient le processus fondamental de polarisation sociale que détermine la généralisation du mode de production capitaliste : ils seraient en majorité rejettés vers le prolétariat, une minorité s'intègrerait à la classe capitaliste ou aux couches bourgeoises moyennes et, de toute manière, ils perdraient leur spécificité culturelle en même temps que les activités économiques pré-capitalistes qui lui servaient de base. Ce processus était indiscutablement en voie de réalisation dans les pays capitalistes avancés - y compris l'Allemagne - avant la crise de 1930 et il a repris son cours lorsque le capitalisme a recommencé, après la guerre, son expansion. Mais dans les Pays de l'Est européen, où le développement du capitalisme,tardif, lent et difficile ne désagrégeait qu'avec lenteur les structures et les mentalités féodales-religieuses et où la culture sécularisée et les idéaux universalistes des sociétés bourgeoises avancées n'avaient qu'une diffusion limitée et superficielle, la question juive fut posée en de tout autres termes. Les masses paysannes restées sous la domination des propriétaires fonciers, et la petite bourgeoisie des villes durement éprouvée par la concurrence des grandes fabriques nationales et par celle des marchandises étrangères, développèrent un anti-capitalisme réactionnaire et nostalgique. Au lieu d'être lessivée, la crasse théologique s'épaissit et le malaise de la société engendra une animosité aveugle et parfois meurtrière contre les juifs qui,de leur côté,se replièrent sur leur particularité au lieu d'avoir tendance à s'assimiler comme dans les pays avancés. C'est cette situation qui fut à la base de l'implantation de l'idéologie sioniste dans les Communautés juives de l'Est européen. La crise de 1930, la défaite du mouvement ouvrier et, avec l'hitlérisme, la remontée des bas-fonds de la conscience petite bourgeoise allemande, que les convulsions du capitalisme avait perturbée jusqu'au pathologique d'un antisémitisme qui devint doctrine d'Etat, l'immense massacre perpetré dans toute l'Europe,souvent, dans les pays de l'Est notamment, avec la complicité active d'une partie de la population, fit apparaître à des centaines de milliers de juifs le sionisme comme une solution possible. L'hitlérisme transforma les données de la question juive en

Europe. Contestés jusque dans leur droit de vivre, les juifs ont réagi, y compris une partie de ceux qui sont assimilés, en assumant leur singularité culturelle et parfois même en la cultivant. Le fond d'anxiété qui, 25 ans après l'effondrement de l'hitlérisme, subsiste parmi eux, et que d'ailleurs les organisations sionistes s'emploient sournoisement à entretenir, a permis à celles-ci d'acquérir un crédit qu'elles ne pouvaient pas espérer avant les années trente. Bien qu'il soit certainement incapable d'empêcher à long terme l'assimilation, le sionisme tend à y faire obstacle et à la freiner. Mais il n'est en définitive qu'un rejeton de la crise du capitalisme auquel l'antisémitisme fasciste a donné sa principale vigueur et qui finira par s'étioler.

Car il faut enfin souligner que ses prétentions à être une solution à la question juive sont parfaitement illusoires. D'abord il n'est pas vrai que de nouveaux massacres de juifs se profilent inexorablement sur les horizons futurs du capitalisme. Sauf pour les rabins et autres curés, il n'y a pas de malédiction divine pesant sur les juifs et leur histoire douloureuse n'est pas un perpétuel recommencement. Elle est tissée à celle de l'Europe qui, précisément, n'est pas une répétition des mêmes situations mais une continuelle ouverture sur un avenir sans cesse en changement. Si donc, comme nous le pensons fermement, le capitalisme aboutit à la longue à de nouveaux déséquilibres structuraux, il ne s'agira certainement pas d'une répétition de la crise de 1930. Ni les problèmes à résoudre, ni les solutions, ni les rapports de force entre les classes et les courants idéologiques, ni le contexte émotionnel ne seront identiques. Mais, à supposer même - en faisant une hypothèse complètement absurde parce que anti-historique - que le capitalisme des années 70 ou 80, dont les bases économiques, les structures sociales et les idéologies seront complètement différentes de ce qu'elles étaient dans les années 30, rende vie aux fantômes de l'hitlérisme, comment les sionistes peuvent-ils prétendre que leur Etat serait de quelque secours pour les juifs persécutés ? Il y a quelque quinze millions de juifs dans le monde. S'ils devaient être un jour menacés, l'Etat israélien, qui contient péniblement sa population actuelle, ne serait même pas capable d'absorber le quart ou le cinquième d'entre eux. Ce n'est pas avec l'aide de l'Etat israélien que les juifs se sauveraient, mais en liant leur résistance et leur lutte à celle des forces ouvrières et révolutionnaires qui combattraient pour détruire toutes les formes d'oppression et d'aliénation que le capitalisme fait peser sur les hommes.

En réalité, ce n'est pas l'Etat israélien qui est utile aux juifs établis dans les différents pays du monde, c'est, tout à l'inverse, les juifs du monde entier, leur malheur passé et leur anxiété sur l'avenir qui sont utilisés par la bourgeoisie d'Israël et son Etat. Car la bourgeoisie israélienne ne s'est pas seulement mise en place en capitalisant la plus value produite par les travailleurs établis en Israël. Elle a réussi à se faire payer par l'Allemagne des sommes fort importantes en réparation des meurtres des juifs. Elle a organisé des collectes de fonds auprès des juifs du monde entier, encaissant aussi bien les modestes sommes versées par l'artisan juif ou l'employé, que les dons des industriels et des banquiers. Comme les dons enfin n'auraient pas suffi, elle a utilisé le réseau des banques juives et toutes les influences possibles pour se faire consentir toutes sortes de crédits à long et à moyen terme. A cet égard encore, l'Etat sioniste est un produit du capitalisme occidental : l'indiscutable compétence des travailleurs et des cadres israéliens n'aurait pas suffi à faire surgir une économie de type avancée dans cette vieille terre de misère. C'est le Capital qui a fait le miracle israélien.

LE NATIONALISME ARABE FACE AU SIONISME.

Le malheur du sionisme, ce qui en fait dès ses origines une solution ratée, c'est que sa tentative de résoudre la question juive en créant un Etat national au Proche-Orient, s'est produite juste au moment où le monde arabe commençait à secouer sa longue léthargie historique et entrait dans la phase de la lutte contre l'impérialisme. L'Etat sioniste a été

conçu dans l'optique "européocentrique" d'une domination coloniale perpétuelle juste vers le moment où toute l'humanité colonisée entrait en mouvement pour arracher à l'Europe le monopole de régir à son gré les destinées du monde. En ce sens, l'entreprise sioniste s'est développée à contre-courant parce qu'elle a pris corps dans un monde où il n'existe plus aucun peuple résigné à subir le sort des indiens d'Amérique, et pas davantage les Palestiniens que les autres. Car enfin, si misérable soit-elle, la Palestine n'était pas un terrain vague, il y avait, luttant contre les Anglais, une nation en formation que la constitution de l'Etat Israélien a proprement étouffée et disloquée. Et il y a aujourd'hui encore sensiblement autant de palestiniens en Orient que de juifs établis en Israël. Les gouvernements Israélien et Arabe peuvent se rejetter mutuellement à la face la responsabilité de l'invraisemblable misère où se trouvent les réfugiés, mais en admettant même qu'on trouve le moyen de leur donner un jour des conditions de vie acceptables, il restera que, pour les Palestiniens et pour l'ensemble des Arabes, l'entreprise sioniste est comprise et vécue comme une entreprise de colonisation.

La passion qui dresse les Arabes contre l'Etat Israélien ne peut pas être assimilée au simple produit d'une propagande gouvernementale astucieusement démagogique, et elle n'est pas non plus la simple expression d'un antisémitisme de type européen . Que les pays musulmans soient vierges de tout antisémitisme, comme le prétendent les nationalistes arabes, n'est certes qu'un mensonge assez effronté; que l'orchestration des campagnes anti-israéliennes par divers gouvernements - et celui d'Alger en particulier - serve à canaliser les passions vers l'ennemi extérieur pour faire oublier les plaies béantes de l'incurie des couches gouvernementales, du chômage et de la misère, ne fait pas davantage de doute. Mais aucune ruse gouvernementale n'aurait pu faire naître ce flamboiement de haine contre l'Etat Israélien qui brûle dans tout l'Orient Arabe, si la constitution de l'Etat Israélien n'était apparue aux nationalistes comme la dernière en date des conquêtes coloniales, sauvegardée avec l'aide de l'impérialisme.

En fait, la passion anti-israélienne qui anime les Arabes est une des composantes de leur passion anti-impérialiste.

Plus que tout autre peuple peut-être, les Arabes, qui avaient la conscience aigüe de la grandeur de leur passé historique, ont été humiliés par la domination impérialiste. Conquérants déchus et à leur tour vassalisés, ils ont réagi en se repliant sur ce que leur culture avait de plus spécifique en le valorisant à l'extrême. La conservation de l'Islam en particulier leur a paru un des éléments essentiels de la sauvegarde de leur identité nationale et ils ont refusé la culture occidentale parce qu'elle faisait partie, à leurs yeux, des moyens que l'impérialisme employait pour les dépersonnaliser, les désarmer et les intégrer à son hégémonie. Que cette volonté de maintenir leur identité en refusant les modèles occidentaux comme universellement valables ait contribué à épaissir les obstacles à la modernisation , qu'elle ait retardé l'éclosion de l'esprit scientifique et rationaliste nécessaire au démarrage économique et entretenu, dans les pays arabes, un esprit clérical et théologique étouffant, n'est pas niable. Mais, c'est un fait, aucune idéologie occidentale n'a pu mordre sur les pays arabes. Le rejet global et passionnel de tout ce qui portait la marque de l'Occident a été un moment de la prise de conscience nationale des Arabes et, comme tel, il impliquait, inextricablement mélangés, autant d'éléments positifs que réactionnaires. C'est dans ce milieu, que la domination impérialiste avait déjà chargé d'un énorme potentiel de haine contre l'Occident, que les sionistes sont venus insérer leur Etat de type occidental.

Sans doute l'Etat israélien n'est pas un Etat colonial de la même manière que l'était par exemple l'Algérie. Les Palestiniens tombés sous la domination des sionistes n'ont pas été directement assujettis à l'exploitation économique des Israéliens. Ceux-ci ne constituent pas une classe dominante vivant de l'extraction de la plus-value produite principalement par le travail des autochtones. Ce sont des juifs qui fournissent la presque totalité du

surtravail et les Palestiniens employés comme ouvriers dans les usines ou comme salariés dans les kibboutzim, sont très peu nombreux. Dans l'ensemble, les Palestiniens subsistent en marge de l'économie israélienne et ne sont que très faiblement intégrés à son fonctionnement. Mais dans un certain sens c'est là la pire forme du colonialisme : celle qui laisse croupir les autochtones dans un état de stagnation qui en fait un reliquat de peuple.

L'antagonisme entre les Arabes et Israël dépasse cependant largement le problème palestinien. Même si, dans les années à venir, le problème est résolu par la création d'un Etat Palestinien juxtaposé à celui d'Israël et si les Israéliens sont assez habiles pour ne pas en faire ouvertement une sorte de protectorat, le conflit entre Arabes et Israéliens ne sera vraisemblablement pas éteint. Car, sous-jacent à l'antagonisme des peuples et des cultures, il y a, entre Israël et les Arabes, une rivalité de classes dirigeantes et d'Etats pour l'hégémonie économique sur le Proche-Orient.

Comme bien d'autres nationalismes, celui des Arabes se nourrit d'une nostalgie des splendeurs d'autrefois et d'une transfiguration du passé historique. Mais cette réanimation et cette réappropriation du passé est aussi une volonté de modeler l'avenir à l'image de ce que furent les empires d'autrefois. L'exaltation passionnée de l'arabisme, comme le fut à la fin du XIXème siècle celle du germanisme pour les peuples allemands, est l'affirmation de l'unité idéale d'une nation tronçonnée, anticipant sur la réalisation de son unité effective. Car, de la même façon que les peuples allemands à la fin du XIXème siècle, les peuples arabes du Proche-Orient aspirent à l'unité nationale par la suppression du découpage que leur a fait subir la domination étrangère; et cette unification suppose la destruction de toutes les monarchies réactionnaires - Arabie Séoudite, Jordanie, Koweït, etc ... - qui incarnent la domination des couches les plus rétrogrades liées à l'impérialisme par le système des royalties pétrolières. L'unité du Proche-Orient arabe, l'extirpation du féodalisme, des réformes agraires sérieuses capables de créer un marché suffisant et la nationalisation du pétrole qui fournirait un important élément d'accumulation, seraient seules de nature à assurer les conditions d'un démarrage effectif de l'économie. Tel est bien du reste le programme des nationalistes arabes les plus radicalisés.

Mais cette perspective est aussi inquiétante pour l'impérialisme que pour la bourgeoisie israélienne qui, par tous les moyens en leur pouvoir, tâcheront d'y faire obstacle. Les raisons de l'impérialisme sont évidentes : avec l'émiettement impuissant de l'Orient disparaîtrait la possibilité qu'il a d'exploiter à son profit 60 % du pétrole mondial. Quant à la bourgeoisie israélienne, elle aurait certainement à redouter qu'un Orient unifié et en voie d'industrialisation ne continue à exaspérer les passions anti-israéliennes pour se donner le prétexte d'annexer l'appareil industriel créé par Israël, dont l'importance est loin d'être négligeable, et qui serait un appoint précieux pour un Etat Arabe en train d'attaquer les rudes tâches de l'accumulation primitive. D'un autre côté, il y a dans les tentatives que fait la bourgeoisie israélienne pour se consolider depuis 20 ans, une logique expansionniste qui commence à transparaître. Après avoir connu, sous l'effet de l'afflux des capitaux étrangers et des immigrants, une croissance d'une rapidité assez peu ordinaire, l'économie israélienne est entrée dans une phase de demi-stagnation : le marché intérieur se révèle en fin de compte trop étroit pour que les rythmes du développement puissent se maintenir et le processus de consolidation d'une bourgeoisie israélienne qui est en cours depuis deux décennies se trouve compromis. Il n'en résulte pas que l'Etat d'Israël, fort de de la puissance de ses armes, va entreprendre de submerger le Proche-Orient par la force pour se subordonner des dizaines de millions d'Arabes et leur vendre ses marchandises. Mais il y a d'autres moyens, et entre autres cette politique dont rêve Israël qui consisterait à se faire admettre par les états arabes pour coopérer à leur développement, c'est-à-dire, en termes clairs, tisser sur le Proche-Orient, sous prétexte d'assistance, les réseaux d'un néo-colonialisme qui ferait, en quelque sorte, de l'Etat Israélien l'usine du Proche-Orient.

C'est probablement une expérience de ce genre que va tenter de mettre sur pied le gouvernement israélien s'il ressuscite finalement une Palestine satellite et attire dans son orbite une Jordanie qui est au bord de l'abîme.

De toute manière, la bourgeoisie et le capitalisme israélien ne peuvent achever leur consolidation qu'en barrant la route à l'unité et à l'industrialisation des états arabes. Par la force des choses, l'état israélien se situe du même côté que l'impérialisme et de toutes les forces réactionnaires arabes qui tendent à maintenir le Proche-Orient dans le morcellement et la stagnation. Ce n'est pas par hasard si, malgré les réticences que leur impose la pression de l'opinion, les monarchies les plus réactionnaires de l'Orient se sont toujours montrées moins intransigeantes envers Israël que les états arabes qui affirment leur nationalisme. Ce n'est pas non plus sans quelque raison qu'en 1956 les Israéliens s'alliaient, en pleine guerre d'Algérie, aux gouvernements colonialistes de Londres et de Paris dans le but avoué de renverser Nasser.

LES CLASSES DIRIGEANTES ARABES ONT FAIT FAILLITE.

Cependant, depuis qu'ils ont échappé à la domination directe des impérialismes, les pays arabes ont surtout manifesté leur éclatante impuissance à organiser un démarrage économique effectif et à faire le moindre pas réel sur la voie de l'unité. Cette constatation n'a, bien entendu, rien à voir avec les insinuations racistes : ce sont les structures économiques et sociales spécifiques du Proche-Orient qui rendent compte des lenteurs de sa modernisation et non pas une incapacité congénitale des peuples arabes à produire autre chose que des phrases lyriques et des déclarations grandiloquentes.

Le drame du nationalisme arabe c'est qu'il n'y a eu jusqu'ici, dans le Proche-Orient, aucune force sociale capable de balayer les obstacles sociaux, politiques et culturels auxquels se heurte l'entreprise de réaliser l'unité nationale et la modernisation du pays.

Derrière l'affirmation du germanisme, il y avait un puissant développement du capitalisme allemand et, à défaut d'un nationalisme révolutionnaire et démocratique, la force et l'efficacité de l'armée prussienne qui exécuta l'essentiel des tâches historiques d'une révolution bourgeoise. Derrière l'affirmation de l'arabisme il n'y a rien de comparable.

En laissant de côté les régions arides où le nomadisme se poursuit dans des conditions qui ont à peine changé depuis des millénaires, l'agriculture reste partout extrêmement archaïque et les terres, souvent surpeuplées, sont en grande partie entre les mains de propriétaires résidant dans les villes et qui se bornent à arrenter leurs domaines, généralement situés dans les plaines fertiles. La petite et moyenne propriété, directement exploitée par les paysans, a presque toujours été reléguée dans les régions montagneuses ou semi-arides et d'une génération à l'autre ne cesse de s'amenuiser par suite des partages successoraux. Comme dans tous les pays sous-développés, la misère des paysans constitue un énorme obstacle à l'industrialisation dans la mesure même où elle empêche le développement d'un marché intérieur. Dans les villes, la bourgeoisie, en dépit de son ancienneté et de son savoir faire commercial et financier, n'a pas réussi à prendre la physionomie d'une bourgeoisie moderne. Elle s'enrichit par le commerce, la banque, l'exploitation agraire mais elle a toujours montré plus de goût pour les placements fonciers et immobiliers que pour les investissements industriels. Presque partout, ce sont des sociétés étrangères ou bien encore les appareils d'Etat qui ont ouvert la voie à un début d'industrialisation, et les bourgeoisies locales se sont bornées à prendre des participations aux compagnies qu'elles n'avaient pas crées. Liée au capital étranger et à l'exploitation foncière, la bourgeoisie arabe a, comme toutes les bourgeoisies du Tiers-Monde, fait rapidement apparaître son incapacité à donner une impulsion réelle au développement national.

C'est de cette impossibilité d'une modernisation s'opérant sur des bases bourgeoises qu'est né le "socialisme arabe". Quelles que soient, de l'Egypte à la Syrie ou à l'Algérie, les variantes de l'habillage théorique qu'il se donne, le "socialisme arabe", consiste à substituer à la bourgeoisie impotente, un appareil politico-militaire qui prétend organiser le développement national en adaptant les méthodes russes ou chinoises à la réalité arabe. Mais cette adaptation n'a été jusqu'ici qu'une bouffonnerie odieuse. Les communistes chinois ont bouleversé de fond en comble les campagnes et entraîné les paysans dans une formidable transformation. Les "socialistes arabes" se sont bornés, en Egypte notamment, à créer quelques coopératives agricoles à l'aide des terres enlevées à une infime minorité de magnats et, dans pas mal de cas, les domaines confisqués ont été accaparés par les dignitaires militaires du régime. La paysannerie egyptienne a, dans son ensemble, continué à croupir dans une misère sans fond et la masse des inoccupés n'a cessé de grossir. Les communistes chinois ont, des cadres au manoeuvre et au simple paysan, déployé des efforts forcenés pour essayer de mettre en place un appareil industriel dans les pires conditions internationales. Les "socialistes arabes" mendient des capitaux de tous les côtés et la moitié de la population active est sans emploi en Algérie, l'Egypte est au bord de l'effondrement économique et de la faillite financière et les plans de construction économique n'ont que très rarement dépassé le stade des projets. La "bureaucratie arabe" est par rapport aux bureaucraties soviétique ou chinoise. ce qu'a été la bourgeoisie arabe par rapport aux bourgeoisies britannique ou allemande. Routinière, incompétente, irresponsable, corrompue, pétrie de vanités grotesques et d'une suffisance qui en fait la risée du monde, elle a fait faillite dans tous les domaines.

Il appartient aux Palestiniens, contraints à nouveau de fuir devant l'avance israélienne ou de subir la domination paternaliste de Dayan, aux paysans, aux ouvriers, aux intellectuels de tout l'Orient arabe humilié de lui règler son compte. Même épurés, replâtrés et soutenus à bout de bras par les Russes, ces régimes continueront à pourrir sur place. De l'autre côté de la frontière, il appartient aux paysans et aux ouvriers israéliens de demander aussi des comptes à leur bourgeoisie, d'imposer silence aux rabins en délire et de dire à Dayan qu'il est trop tard pour être Lyautey, même à l'échelle minuscule de la Cisjordanie. Les pays arabes ne deviendront certainement jamais les satellites d'un état bourgeois israélien relié à l'impérialisme. De leur côté,les paysans et les ouvriers israéliens n'ont pas à se soumettre à des despotes corrompus qui, avec l'aide de la propagande russe, se maquillent en socialistes et qui ne savent promettre aux juifs, toutes classes confondues, que la guerre à perpétuité. La bourgeoisie israélienne et les couches dominantes arabes luttent pour établir leur hégémonie sur le Proche-Orient et elles ne parviendront pas à règler leur conflit sanglant. C'est seulement au delà des horizons des sociétés d'exploitation israéliennes et arabes que se trouve la solution. A l'étape présente, il n'y a pas de tâche plus nécessaire que de procéder à une critique impitoyable des classes exploiteuses du Proche-Orient, de leurs mensonges et de leurs mythes, dans les deux camps.

(NOUS PUBLIERONS DANS LE PROCHAIN NUMERO UN ARTICLE SUR LES ASPECTS INTERNATIONAUX DE CETTE CRISE).

-:-:-:

LIVRES : "LE VERTIGE"

"Clara se couche sur le ventre et remonte sa robe. Des cicatrices profondes rayent ses cuisses et ses fesses, comme si des bêtes avaient mordu ses chairs ...

- Ça, c'est la Gestapo, dit-elle d'une voix rauque.

Puis elle s'assied et montrant ses mains, elle ajoute :

- Et ça, c'est le N.K.V.D.

Les bouts de ses doigts sont comme broyés, violacés, gonflés. Elle n'a plus d'ongles".

Non, ce n'est pas un récit de plus sur les camps nazis, mais celui d'une expérience vécue de la répression stalinienne contre les premiers bolcheviks , le "Vertige" ou "chronique des temps du culte de la personnalité", publié aux éditions du Seuil (mai 1967).

Arrestations massives, délations, interrogatoires, "méthodes spéciales", prisons, amalgame avec les "droits commun ", exterminations directes, "transferts" par wagons vers les camps de Sibérie, morts lentes, travail forcé par -40° y sont rapportés avec beaucoup de précisions et ce constat est à lui seul un terrible réquisitoire.

L'auteur, Euguenia Guinzbourg, communiste orthodoxe pourtant, femme d'un membre du Comité Central exécutif, est suspectée parce qu'elle a travaillé sous les ordres d'un historien accusé de déviation trotskyste. Exclue en 1937, privée de travail, arrêtée et "interrogée" à Kazan et Moscou, elle est condamnée à dix ans d'isolement pour appartenance à un "groupe terroriste, contre-révolutionnaire , trotskyste...visant à restaurer le capitalisme et à liquider physiquement les dirigeants du parti et du gouvernement". En réalité, elle fait 18 ans de prison et de camps avant d'être libérée, réhabilitée, réintégrée dans le parti sous le Khroutchévisme. Elle enseigne aujourd'hui à Moscou.

Staline mort, les bureaucrates seraient-ils devenus si bons qu'ils tolèreraient de pareils écrits ? Il faut dire que, prudence ou orthodoxie, l'auteur ne prononce pas elle-même les jugements les plus durs sur le stalinisme. Elle sait faire parler ses "rencontres" des camps, ainsi ce Garci:

-"Koba (Staline), c'est le 18 Brumaire. On extermine les meilleurs militants du parti qui faisaient ou auraient pu faire obstacle à l'instauration définitive de sa dictature."

Et cette Clara Maliar, "inscrite au parti bien avant la révolution", qui compare le bon Staline au bon Tsar qui fit massacrer les ouvriers le 9 janvier 1905.

Et cette communiste allemande qui soutient que "les instruments utilisés pour obtenir des confessions sincères avaient été importés d'Allemagne".

Il faut dire que, naïve orthodoxie ou tactique adroite d'auteur qui veut être édité, Euguenia Guinzbourg s'empresse de clamer bien fort dès la première page :

"Dans notre parti, dans notre pays, règne à nouveau la grande vérité léniniste. Dès maintenant nous pouvons raconter ce qui a été et qui ne sera plus".

Mais on ne peut s'empêcher de rapprocher de cette proclamation les phrases suivantes beaucoup plus discrètes, un peu plus loin, noyées :

-"Vous ne comprenez pas, les évènements qui viennent pour vous, ce sera difficile.

- Il est probable que si je devais me retrouver maintenant dans une situation semblable, je me repentirais..."

De toute façon "l'orthodoxie" et les "repentirs" n'auront servi à rien . Le manuscrit du "Vertige", n'a pas été, jusqu'à présent, publié en U.R.S.S.

Réponse d'un lecteur à D.Guérin

(Voir P.O. n°83 et n°84)

"Quelques explications sont nécessaires après sa lettre indignée. Il paraît que je l'ai déformé cet homme et que, de plus, je me suis approprié son bien.

Sur ce dernier point reconnaissons qu'une petite modification (par courtoisie) de mon texte créait une ambiguïté qui pouvait blesser la susceptibilité de l'auteur en question.

Tout un paragraphe de mon article était consacré à la façon dont, lui, Daniel Guérin, voit l'autogestion. Pour revenir à l'anarchisme, je disais "mais quittons le Daniel-guérinisme" et non "quittons Daniel Guérin". Je ne l'oubliais pas en effet en énumérant à ma façon les côtés positifs du mouvement libertaire. Quoiqu'il en soit, il sera bon désormais de ne plus parler d'anarchisme sans dire au préalable : comme l'a sûrement dit Daniel Guérin.

Le second grief est plus important, car il s'agit de positions politiques et celles de Daniel Guérin sont loin, quoi qu'il en dise, d'être sans équivoque.

Il affirme dans sa lettre, et non dans son livre, que "l'autogestion implique le socialisme, l'abolition du salariat et la liberté", mais les expériences qu'il nous offre et dont il chante les louanges, se passent dans des pays, l'Algérie et la Yougoslavie, qui n'ont pas, que je sache, réalisé le socialisme, éliminé le salariat, ni instauré un régime de liberté.

Certes, Daniel Guérin dénonce les obstacles que sont pour l'autogestion l'Etat dictatorial et policier, le Parti unique, mais ces critiques sont pour le moins très atténuées, quand il déclare (p. 174) : "Cependant ce tableau ne devrait pas être poussé trop au noir .. c'est un fait que l'autogestion a démontré dans les pays où elle est en cours d'expérimentation sa dynamique propre. Elle a entrouvert aux ouvriers de nouvelles perspectives et leur a restitué une certaine joie au travail ..." Pourquoi ne pas dire plutôt une certaine joie d'être exploités, car il s'agit bien de salariés même si Daniel Guérin nous dit que "l'autogestion a fait pénétrer dans la mentalité ouvrière les rudiments d'un socialisme authentique caractérisé par la disparition progressive du salariat" !! Autrement dit, sans violence, ce qui rejoint nos communistes modernes qui veulent désormais nous conduire au socialisme par des voies pacifiques ! c'est sans équivoque que Daniel Guérin ose de plus affirmer qu'en Yougoslavie, grâce à l'autogestion, "le parti en vient à animer plutôt qu'à diriger" (p. 175), ce qui me semble "scandaleusement inexact".

D'ailleurs si l'autogestion y est imparfaite, la faute en incombe aussi aux ouvriers : "la majorité des travailleurs - dit-il - n'est pas encore suffisamment mûre pour une participation à l'autogestion, elle manque d'instruction, de connaissances techniques, n'a pas suffisamment dépouillé la vieille mentalité salariale ..."(p. 171) et pour cause !!

Finissons par cette perle (page 70) ; la Yougoslavie (?) se remit à "l'école des maîtres du passé, découvrit, lut discrètement Proud'hon ... elle creusa, entre autres, la notion de déperissement de l'Etat ...".

Que conclure d'un tel galimatias ? C'est que Daniel Guérin, même si je ne l'accuse pas de mauvaise foi intellectuelle n'a aucun droit de prétendre contribuer à "la tâche de réarmement idéologique qui aujourd'hui nous incombe".

Un lecteur de Pouvoir Ouvrier.

NOTE DE P.O.: Nous publierons dans notre prochain numéro l'opinion de "Pouvoir Ouvrier" sur le livre de Daniel Guérin, "L'Anarchisme", qui a donné lieu à cet échange de lettres.

LA VOIE DE LA REVOLUTION EN AMERIQUE LATINE

"La lutte pour le socialisme est la plus violente des guerres civiles que l'histoire ait jamais vue..."

ROSA LUXEMBURG

L'Amérique Latine évoque aujourd'hui, irrésistiblement, la "révolution" et les "guerrillas". La lettre de GUEVARA, adressée aux "Peuples du Monde au travers de la Tricontinentale", et l'ouverture d'un "foco"(foyer) guerrillero en Bolivie ont été les deux événements politiques les plus importants, ces derniers temps, en Amérique Latine. Tout semble confirmer ce que disait GUEVARA dans sa lettre: "La rébellion est en train de mûrir à un rythme accéléré", la guerrilla fera tâche d'huile sur tout le continent.

Les références aux révolutions chinoise et vietnamienne tendent à prouver l'invincibilité de la "guerre du peuple". L'exemple vietnamien est présent; on déclare que la guerrilla aura le même avenir en Amérique Latine. Mais en affirmant que "presque tous les pays de ce continent sont prêts pour une pareille lutte"(la guerrilla), on oublie trop souvent que la "guerre du peuple" au sud du Vietnam, puise sa raison d'être dans l'existence d'une vaste paysannerie soumise à une exploitation féroce, obligée de rendre la presque totalité de ses récoltes aux grands propriétaires fonciers et aux usuriers (1). Certes, l'immense majorité de la paysannerie latino-américaine est, elle aussi, férocement exploitée, mais les conditions de cette exploitation diffèrent considérablement d'une région à l'autre, comme les structures agraires elles-mêmes; ces différences ont été d'ailleurs accentuées au cours de ces dernières années par toute une série de changements qui, sans modifier fondamentalement les anciennes structures, n'en ont pas moins revêtu une importance certaine. Mais les différences dans le monde rural - qui ont inévitablement des conséquences sociales et politiques - sont encore peu de chose si on les compare à celles qui existent entre les zones rurales et les zones industrielles et entre les nations industrialisées et les nations agricoles du continent latino-américain. Il est clair que pour des pays comme l'Argentine ou le Chili où la population urbaine est largement majoritaires et où les effectifs employés dans l'industrie sont de loin supérieurs à ceux de l'agriculture, les conceptions et la stratégie "guevaristes" ne correspondent à aucune réalité: le prolétariat est la principale force sociale qui peut impulser une transformation révolutionnaire. Cette simple constatation suffit à montrer que les discours enflammés ne peuvent en aucun cas remplacer l'analyse des structures économiques et sociales et des rapports entre les classes et qu'une stratégie révolutionnaire ne peut pas se fonder uniquement sur le volontarisme de "professionnels de la révolution", mais doit s'appuyer sur l'activité des classes sociales suffisamment concentrées et cohérentes. Quel que soit le courage de ceux qui les animent, les "focos" guerrilleros ne peuvent pas, en Amérique Latine, provoquer des bouleversements que cinquante ans de mouvement ouvrier n'ont pas réussi à imposer. Le problème n'est pas

(1) Voir brochure publiée par "Pouvoir Ouvrier": "IMPERIALISME ET BUREAUCRATIE FACE AUX REVOLUTIONS DANS LE TIERS MONDE".

de "créer des Vietnams" un peu partout sur la cordillère des Andes ou les forêts tropicales: il est d'abord de s'efforcer de combler le fossé qui a séparé jusqu'ici le mouvement ouvrier et le mouvement paysan dans les pays latino-américains. L'alliance du prolétariat et des paysans est la condition fondamentale du développement de la lutte contre les classes dirigeantes et contre leur soutien l'impérialisme nord-américain.

L'IMPERIALISME EN AMERIQUE LATINE

Les sociétés américaines sont avant tout le résultat de l'expansion mondiale du capitalisme occidental et de l'impérialisme. Cette expansion a pris une forme complexe, dont les extrêmes, développement économique et sous-développement économique, inter - dépendants et contradictoires à la fois, ont leur place dans la totalité capitaliste mondiale.

Le continent sud-américain est, à son stade de développement actuel, une "conséquence" du système impérialiste mondial, une zone du marché mondial. Les investissements U.S.A y sont extrêmement importants (en particulier au Vénézuéla, premier producteur de pétrole du continent). En 1966, les investissements privés nord-américains ont représenté 55 % des investissements totaux des USA à l'étranger et ont rapporté 42 % du total des bénéfices obtenus (seuls les capitaux investis dans les secteurs pétroliers des pays arabes rapportent des profits supérieurs) (2). Les grandes banques et les monopoles américains contrôlent la vie économique, et partant la vie politique, de ces pays. "Le capitalisme américain contrôle plus ou moins directement les services publics, le commerce, les manufactures, le pétrole, les mines et les aciéries du Méxique, les entreprises sucrières et les entreprises industrielles de la République Dominicaine, l'industrie du pétrole et les industries de transformation de la Colombie et du Pérou, le pétrole, le commerce intérieur et la moitié des transports boliviens, la production industrielle, le commerce et les banques de l'Equateur, le cuivre, le réseau électrique et les téléphones du Chili, les métaux non ferreux, le ciment, la sidérurgie, la construction navale, l' industrie mécanique et l'industrie automobile du Brésil, l'industrie automobile, la pétrochimie, l'industrie chimique et l'industrie frigorifique d'Argentine..." (3).

Dans cette situation d'une main-mise presque complète des monopoles impérialistes, les pays latino-américains accroissent et nourrissent l'accumulation du capital aux USA. L'exploitation par les monopoles nord-américains entraîne un transfert continuel de plus-value vers les centres nerveux du capitalisme monopoliste, entraine une sous-accumulation chronique dans ces pays et freine leur développement économique. Cette situation permet au capitalisme nord-américain de conquérir des nouveaux marchés tout en s'assurant des anciens, et d'éviter, grâce à l'expansion, l'accroissement massif, aux Etats Unis, de l' armée industrielle de réserve que l'élévation de la composition organique du capital tend constamment à renforcer. Rappelons également que le transport des marchandises est payé par le pays "aidé", ce qui permet aux entreprises de fret des USA de réaliser de gros bénéfices en imposant des tarifs élevés.

La pénétration de l'impérialisme ne pouvait qu'accentuer dans ces pays l'instabilité politique traditionnelle, car cette pénétration élargit encore plus le fossé entre les villes et les campagnes, et entraîne la superposition d'un capitalisme essentiellement mercantile à des structures agraires intimement liées à la mono-production. Les dangers d'un tel déséquilibre n'échappaient pas aux Etats Unis. C'est pour y parer qu'ils créèrent un organisme d'aide à l'Amérique Latine: l'Alliance pour le Progrès. En 1961, la Charte de cet organisme prévoyait une aide en capitaux de 2 milliards de dollars par an, octroyés par le gouvernement de Washington. En effet, ces 5 dernières années, la dette des pays latino-américains vis à vis des USA a quadruplé. En 1966, les pays latino-américains ont eu un déficit de 260 millions de dollars dans leur commerce avec les USA, pour 160 millions en 1965. Et, pendant cette même période, les capitalistes américains ont retiré de leurs investissements en Amérique Latine, 2 milliards 140 millions de dollars . Tel a été le "progrès" de la "Sainte" Alliance ... dans le pillage des pays sud-américains!

Néanmoins, bien que la question agraire n'ait nullement été résolue, des transformations ont été opérées. L'impérialisme américain a brisé certaines structures qui empêchaient une plus grande pénétration de ses capitaux, et a contraint les bourgeoisies latino-américaines à entreprendre des "réformes agraires". Là où les grandes compagnies américaines, comme l'United Fruit (l'empire bananier qui contrôle despotiquement presque toute l'Amérique Centrale), sont devenues les grands propriétaires terriens, le prolétariat agricole a considérablement augmenté. De même, le développement de certaines industries, en particulier de transformation, et la pénétration des rapports capitalistes de production dans les zones rurales ont transformé d'importants secteurs de la paysannerie en ouvriers industriels ou agricoles, ou encore en ouvriers mineurs.

La formation des marchés "nationaux" a joué aussi un rôle important dans les transformations imposées par la pénétration des capitaux nord-américains. Cependant, ces marchés "nationaux" sont faibles, et même les trois marchés les plus importants d'Amérique Latine (Brésil, Argentine, Méxique) sont extrêmement modestes par rapport à ceux des pays hautement industrialisés (Etats Unis et Europe). Cette faiblesse des marchés "nationaux" est à la base des tentatives pour la création d'un Marché Commun Latino-américain. C'est dans ce sens que sont apparus les premiers regroupements économiques, en 1959 et 1960: la "zone de libre échange latino-américaine" et le "petit marché commun d'Amérique Centrale". Si ce "marché commun continental" devient une réalité et parvient à intégrer économiquement les pays latino-américains, il impulsera un certain dévéloppement économique, mais il servira surtout à renforcer la domination des monopoles nord-américains. Pour le moment, les pays les plus industrialisés d'Amérique Latine, Brésil et Argentine par exemple, combattent l'idée d'une "intégration poussée" (établissement rapide d'un tarif douanier commun et création rapide d'organismes supranationaux).

A l'heure actuelle, les pays latino-américains restent surtout des fournisseurs de matières premières à l'impérialisme (étain, or, platine, diamants, cuivre, pétrole, fer, uranium, etc.) et constituent un vaste marché pour les produits industriels des USA. "A quel point l'Amérique Latine est-elle restée sur le plan économique la "chasse gardée" des Etats-Unis ? En 1958, sur 13 milliards de dollars investis de l'extérieur dans cette partie du monde, 8,7 milliards étaient d'origine nord-américaine, soit les deux tiers des investissements étrangers. Et de 1950 à 1958, les investissements directs des Etats-Unis y avaient crû de plus de 96 %, particulièrement en Amérique du Sud, au sein de l'ALALC (Association Latino-américaine de Libre Commerce), "marché commun" de l'Amérique au sud des Caraïbes. Depuis, le mouvement n'a fait que s'accélérer" (4).

L'UNIVERS PAYSAN LATINO-AMERICAIN

Plus de la moitié de la population globale vit dans les campagnes (52,3 %). L'agriculture demeure le secteur économique disposant de la force de travail la plus importante: sur une population active globale de 69 millions, 32 millions appartiennent à ce secteur. La question agraire est une question vitale pour l'Amérique Latine.

Le rythme de croissance de l'agriculture est faible, inférieur non seulement à la progression démographique, mais au rythme du développement industriel (secteur primaire= 2,7 %; secteur industriel= 5,9 %, pour la période 1950-1960, dans les 7 principaux pays d'Amérique Latine). Il en découle une pénurie de ressources financières pouvant être utilisées pour le financement de l'industrie. L'activité agricole ne participe que très faiblement au financement de la croissance industrielle des pays latino-américains. C'est la structure de la propriété foncière qui explique pourquoi le monde rural n'est pas devenu réellement le vaste marché que l'on souhaiterait pour les produits fabriqués par les industries des zones urbaines.

---

(2) et (3) Albert-Paul Lentin: "Des experts de Punta del Este aux "bérets verts" de Santa Cruz. Partisans: Cuba et le Castrisme en Amérique Latine- 1967.

(4) Henri Edme: Révolution en Amérique Latine ?. Les Temps Modernes, n° 240.

La stagnation de l'agriculture, et les conséquences sociales qui en découlent, pèsent particulièrement sur le degré et les conditions du développement économique global du continent sud-américain. Joint aux difficultés auxquelles se heurtait la pénétration des monopoles impérialistes, ce fait a déterminé les tentatives de "réformes agraires" entreprises par les bourgeoisies latino-américaines, favorisées par les plans de l'Alliance pour le Progrès". Si ces plans réformistes ont dans l'ensemble échoué, il n'en reste pas moins que des fissures ont été provoquées dans les anciennes structures agraires. Ces "réformes agraires", entreprises au Vénézuéla, en Colombie, au Pérou, etc. sont en réalité des simulacres de "réformes agraires" (si on les compare à la réforme agraire entreprise à Cuba depuis 1959). La plus profonde d'entre elles, celle du Vénézuéla, qui accorda 1.500.000 ha. à 100.000 familles (La Fédération Paysanne, gouvernementale, affirme qu'en fait seulement 45.000 familles ont reçu de terres), est analysée en ces termes par Andrew Gunder Frank:

"Cette réforme agraire particulière a été une affaire en or pour les propriétaires qui ont pu vendre les terres dont ils ne voulaient plus, et qui ont investi les bénéfices réalisés dans d'autres secteurs y compris à l'étranger.... A peu près toutes les garanties imaginables sont données aux propriétaires, mais aucune aux paysans". Et il rappelle:"Ce sont de véritables fraudes". D'autre part, les nouveaux petits paysans se transformèrent vite en "conservateurs dont les intérêts s'opposent à l'extension aux autres des mêmes bénéfices" (5).

Au Chili, 3 millions de petits propriétaires peuvent être crées "si le projet gouvernemental n'est pas trop mutilé en cours de route" (H.Edme, art.cit.). "Au Pérou, la "Cerro Pasco Corporation" (compagnie pétrolière) propose de distribuer les terres les plus éloignées, et les moins mises en valeur - dont la perte lui sera donc la moins lourde (H.Edme; art.cit.). De toutes les façons, au Pérou, un problème reste fondamentalement inchangé: le sort des communautés indiennes, qui regroupent 3 millions de paysans environ (sur une population rurale de 5.208.568), dans le Centre et le Sud du pays.

En Colombie, où 18.757 familles ont bénéficié de la "réforme agraire", approuvée en Décembre 1961, elle n'a pas bouleversé radicalement les structures agraires. "L'essence de la réforme agraire bourgeoise se réduit à la transformation des propriétaires des latifundias féodaux et la création d'un paysan agricole riche... capable de faire avancer les forces productives et l'agriculture aux dépens du paysan pauvre et salarié" (6).

Ces "réformes agraires", qui ont permis la transformation des latifundias "féodaux" en latifundias capitalistes et l'accélération du processus de décomposition du paysan pauvre, n'en ont pas moins brisé l'homogénéité rurale: une nouvelle couche de petits propriétaires individuels est née, ou est en train de naître. Evidemment, tout un monde de paysans indiens, noirs ou métis, continuent de vivre pratiquement en dehors de l'économie de marché, "travaillent" sur les grands domaines, ou dans leurs communautés archaïques (qui tendent, d'ailleurs, à disparaître), exploités par les grands propriétaires fonciers ou les "caciques" locaux. Mais, très souvent, les nouveaux propriétaires favorisés par la "réforme agraire" n'ont pas reçu les moyens pour cultiver leurs terres: le gouvernement ne leur a pas accordé d'aide financière, ni d'aide technique (machines, engrais,etc.). Vivant sur des terres distantes des centres de consommation, les routes étant très souvent impraticables pour l'écoulement de leurs produits, ruinés également par la concurrence, ces nouveaux "propriétaires" ont été contraints de vendre leurs terres ou de les abandonner, pour vendre leur force de travail comme salariés dans les grandes plantations ou les grands domaines. C'est une tendance inévitable engendrée, comme nous l'avons vu, par la création d'un marché capitaliste, avec ses lois de la concurrence, de l'offre et de la demande, et par la pénétration des rapports capitalistes à la campagne et la tendance vers la concentration des terres.

---

(5) Andrew Gunder Frank: "Tipos de Reforma Agraria", in: Monthly Review, Juillet 1963.
(6) Colombie: pays formel et pays réel, de Diego Montana Cuellar.

Dans tout un ensemble de pays, la capitalisation agraire a entraîné la transformation du latifundium "féodal" en ferme capitaliste, avec l'apparition du capitaliste rural qui investit dans l'industrie, et de l'ouvrier agricole. La transformation du latifundium "féodal" en ferme capitaliste entraine la destruction de la propriété communale, la ruine de la petite exploitation individuelle, qui existaient à côté du latifundium "féodal". Même les nouveaux propriétaires créés par la "réforme agraire" ne peuvent subsister longtemps, ni échapper à la décomposition, à moins de se transformer en paysans riches exploitant à leur tour d'autres petits propriétaires. Nombreux de ces derniers sont écrasés par la tendance du capital vers la concentration. De très nombreux paysans sont contraints de se prolétariser , de vendre leur force de travail dans les villes. Comme le disait Lenine: "La population industrielle se fait aux dépens de la population agricole" (7). L'exode rural s'explique aussi par la monopolisation de la production et de la distribution agricole et de l'élevage du bétail, par le déclin du taux de croissance des exportations de biens primaires, la diminution des bénéfices d'exportation, et, parallèlement, par l'augmentation croissante des importations alimentaires en provenance des Etats Unis. Cet exode rural, qui fait grossir la population urbaine (en Colombie, par exemple, la population urbaine en certains endroits a augmenté de plus de 300 % en 10 ans), est une conséquence des transformations capitalistes dans l'univers paysan. Mais, comme, d'autre part, les industries latino-américaines n'ont pas encore la capacité d'absorber toute la main d'oeuvre nouvellement arrivée, il y a un accroissement rapide du lumpen-prolétariat qui végéte dans les bidonvilles. Henri Edme (art.cit.) signale à ce propos: "Une enquête sur les "barriadas" de Lima établit qu'en 1959, sur 120.000 habitants de ces "bidonvilles" (un dixième de la population de cette capitale) il n'y avait que 1 % de chômeurs totaux et 27 % de chômeurs intermittents. C'est certes énorme. Mais beaucoup moins que certaines prédictions apocalyptiques voudraient le faire croire. Parmi les 71 % de travailleurs disposant d'un emploi stable, 58 % étaient des manoeuvres, 16 % des domestiques, 14 % des colporteurs et petits boutiquiers. C'est dire à la fois les possibilités d'absorption sociale et les limites du capitalisme dans cette partie du monde. Il est capable de laisser des masses aussi considérables au-dessous du niveau de vie le plus élémentaire. Mais il parvient également à intégrer ces masses à son économie.

"Malgré leur extrême misère, ces bidonvilles, peuplés des éléments les plus entreprenants qui ont quitté la campagne dans l'espoir de trouver du travail d'abord, une chance de promotion individuelle ensuite, sont un lieu où le travail révolutionnaire est difficile. Secteur situé aux marges du capitalisme, il est cependant suffisamment intégré pour appartenir au système. Une stratégie révolutionnaire n'a de chance d'y réussir que si elle tient compte de ce fait" .

Il faut néanmoins remarquer que cette capacité d'absorption du capitalisme latino-américain n'est pas très importante, et que, d'autre part, l'exode rural se maintient à un rythme élevé. Au Vénézuéla, par exemple, malgré la "réforme agraire", l'exode rural affecte 50 % de la paysannerie. Dans les "ranchitos" entourant Caracas vivent déjà plus de 350.000 personnes (sur 1.507.188). Et, tous les ans, 70.000 personnes arrivent dans la capitale vénézuélienne pour s'y installer, venant de la campagne. Le rythme du développement industriel latino-américain n'a pas encore atteint le stade du développement européen, et il ne peut donc pas freiner le développement d'une armée industrielle de réserve, armée qu'il utilise d'ailleurs comme main d'oeuvre volante, pour faire baisser les salaires des ouvriers en place .

En Amérique Latine, les rapports de production capitaliste se sont superposés, sans pour autant les avoir complètement détruits, aux rapports pré-capitalistes. Dans de nombreux pays on a assisté à ce double phénomène: à côté de petites industries artisanales, on a vu s'édifier de modernes industries (sidérurgiques et métallurgiques) d'un haut ni-

---

(7) Lenine: "Le Développement du Capitalisme en Russie".

veau technique. Parallèlement, à la campagne, de grands domaines capitalistes, avec des techniques mécanisées modernes pour le défrichement des terres, à côté d'un paysan misérable ne disposant que de sa machette. On peut aussi parler d'un grand commerce tourné vers le marché mondial aux côtés d'un commerce archaïque exercé sur la place du village. Un secteur totalement intégré au système capitaliste (commercial, financier, industriel) et un secteur non intégré, de type "féodal", en somme.

La question agraire n'est pas du tout résolue. Nous l'avons vu. Elle ne peut d'ailleurs pas être résolue dans le cadre du système d'exploitation capitaliste. Condamné à la ruine, le petit paysan est un "futur prolétaire", ou un chômeur en puissance. Les "réformes agraires" bourgeoises ne peuvent, à la longue, freiner le mouvement de concentration, ni freiner la décomposition du monde rural, décomposition exigée par le développement industriel. Si les "réformes agraires" tendent à briser la solidarité de l'univers paysan, elles ne peuvent par contre éviter la décomposition de ce même univers. La solidarité se refera dans le monde ignoble du salariat. La destruction des structures "féodales" ou "semi-féodales" à la campagne, la capitalisation de vastes zones agraires, accentuera la prolétarisation du paysan. La bourgeoisie "réformiste", au stade actuel du développement mondial du capitalisme, n'a plus, en Amérique Latine, la possibilité d' opérer un replatrage sérieux de son propre système. Mais, ne pas tenir compte du fait qu' elle a pu entreprendre des pseudo- réformes , suffisantes pour ouvrir une brèche dans la solidarité paysanne (opposant les nouveaux petits propriétaires aux paysans sans terres...), c'est fausser le problème, et compromettre la possibilité d'une réelle alternative révolutionnaire. Il est hors de doute qu'il faut faire la révolution avec le monde rural. "Ce serait un rêve fou, de réaliser le socialisme sans le monde rural" (8). Le socialisme se fera, avant tout, avec le programme communiste du prolétariat.

Reste la question de l'indien. On aurait tort de considérer le problème indien comme un phénomène isolé, que ce soit du point de vue culturel ou du point de vu économique. Ce problème indien n'a de sens que placé dans la structure fondamentale du capitalisme. Un marxiste péruvien, José Carlos MARIATEGUI a dit à ce sujet: "Toutes les thèses sur le problème indien qui ne le voient pas comme un problème économique-social, ou qui l'évitent en tant que tel, ne sont que des exercices théoriques stériles - et parfois purement verbaux - condamnés au discrédit absolu. Leurs bonnes intentions ne les sauvent aucunement ... la question indienne vient de notre économie. Elle a son origine dans le système de propriété des terres" (9).

Le problème indien se pose avec acuité au Pérou, en Equateur, en Bolivie et dans certains pays d'Amérique Centrale. Une perspective révolutionnaire dans ces pays doit prendre en considération les particularités que présente la structure des classes et l' opposition "société moderne-société traditionnelle" dans le cadre du système d'exploitation capitaliste.

(SUITE ET FIN DE CET ARTICLE AU PROCHAIN NUMERO: "LA STRUCTURE DU PROLETARIAT LATINO-AMERICAIN" - "LES GUERRILLAS ET LA VOIE REVOLUTIONNAIRE")

(8) Rosa Luxemburg: "Le programme de la Ligue Spartacus".
(9) Cité par Andrew Gunder Frank in: "Le problème indien" (Partisans N°.26/27).